

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Critique des économistes atterrés

De Briey, Laurent

Published in:
Politique

Publication date:
2013

Document Version
Autre version

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

De Briey, L 2013, 'Critique des économistes atterrés', *Politique*, numéro 79, pp. 54-58.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Les économistes atterrés, entre réformes économiques et conservatisme social

La présidentielle en France, les élections de juin dernier en Grèce, les récentes législatives aux Pays-Bas, ces trois scrutins ont été animés par un parti se situant à la gauche de la gauche traditionnelle : le *Front de Gauche* de Jean-Luc Mélenchon, le parti *Syriza* d'Alexis Tsipras, le *Parti socialiste* d'Emile Roemer¹. Si ces partis s'appuient sur les ruines des mouvements communistes, ils doivent leur vitalité à des dissidences sociale-démocrates. Celles-ci voient dans l'actuelle crise économique la démonstration de la nécessité de remettre en cause le capitalisme financier et de l'erreur fondamentale des partis de gauche traditionnels. Sous l'influence de la *Troisième de voie* de Tony Blair et Gerhard Schröder, ces derniers se seraient fourvoyés en acceptant les contraintes de la financiarisation de l'économie et en se transformant progressivement en partis libéraux de gauche. Ils seraient devenus les otages du système financier, susceptibles tout au plus de freiner les réformes structurelles exigées par celui-ci, lorsqu'ils n'en deviennent pas les promoteurs. Les partis de gauche traditionnels auraient ainsi participé à la déconstruction progressive de l'Etat-providence.

Ce phénomène ne se restreint pas au seul domaine politique. La crise a également permis à des économistes contestant l'orthodoxie libérale de s'engager dans le débat public pour y développer une critique du capitalisme financier et des politiques économiques européennes. « Les économistes atterrés » en sont un excellent exemple. L'objectif de ce collectif français est d' « impulser la réflexion collective et l'expression publique des économistes qui ne se résignent pas à la domination de l'orthodoxie néo-libérale »². L'émergence de partis à gauche de la gauche et le renouveau d'un discours économique hétérodoxe témoignent l'un et l'autre de la revitalisation d'une pensée refusant de laisser aux seuls extrêmes la contestation du cadre intellectuel dominant.

Le parallèle ne se limite toutefois pas là. Tant en France qu'en Grèce ou aux Pays-Bas, ces partis ont finalement obtenu des résultats inférieurs à ceux que laissaient espérer certains sondages. Ils ne parviennent pas à fédérer une réelle adhésion de masse. Similairement, le discours des économistes atterrés, en dépit de son intérêt, ne me semble pas susceptible de convaincre totalement. Et partiellement pour la même raison : l'impression de faire du neuf avec de l'ancien. Tandis que les nouveaux partis de gauche paraissent vouloir en revenir à un discours socialiste classique, les économistes atterrés semblent souffrir d'une nostalgie des Trente Glorieuses, les trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre et durant lesquelles une forte croissance économique était non seulement porteuse d'emplois et de hausses salariales, mais a également permis le développement progressif de notre modèle de protection sociale. Après avoir présenté le collectif, je voudrais m'attarder sur une double difficulté que suscite

¹ Ailleurs en Europe, d'autres partis comme *Die Linke* en Allemagne, *Izquierda Unida* en Espagne sont également porteurs d'un discours en rupture avec le consensus politique ambiant. Chez nous, le *Mouvement de Gauche* de Bernard Wesphael s'inspire directement de Mélenchon, tandis qu'en Flandre cette dynamique est représentée par la tentative de revitalisation du *Parti travailliste belge* (PTB). Il y a bien entendu plus que de simples nuances entre ces différents partis.

² Extrait de leur site internet, <http://www.atterres.org/users/atterres> (consulté le 26 avril 2012)

leur positionnement. Premièrement, le keynésianisme repose sur une croissance économique structurelle dont on peut se demander si elle est compatible avec le défi environnemental auquel nous devons faire face. Deuxièmement, on peut également s'inquiéter de l'assimilation de toute volonté de réforme de l'Etat-providence à une régression sociale. Il y a là une forme de conservatisme social qui paraît incapable de prendre en compte le défi démographique auquel le vieillissement de la population nous confronte également.

Les économistes atterrés

Le collectif « Les économistes atterrés » est né en septembre 2010 suite à la rédaction d'un manifeste par quatre économistes : Philippe Askenazy (Directeur de recherches au CNRS), Thomas Coutrot (Conseil scientifique d'Attac), André Orléan (Directeur d'études à l'Ecole d'Hautes Etudes en Sciences Sociales), Henry Sterdyniak (Directeur du département d'économie de la mondialisation à l'Observatoire français de conjoncture économique). Ils y critiquent dix fausses évidences sur lesquelles repose la politique économique européenne. L'efficacité des marchés financiers, par exemple, serait un mythe parce que lorsque le prix d'une action augmente, les investisseurs sont incités à croire que la hausse va se poursuivre. Au lieu de se réduire, la demande est ainsi renforcée, ce qui fait effectivement monter le prix de l'action et donne naissance à une bulle spéculative. Réduire les dépenses publiques ne serait pas non plus une solution au déficit public puisque cette réduction va freiner l'activité économique au risque que la baisse des recettes excède la réduction des dépenses. De plus, les dettes publiques étant exprimées en pourcentage du PIB une réduction de l'activité économique signifie une augmentation mécanique de ce pourcentage. Autre exemple : la crise ne favorise pas le développement d'un gouvernement économique et d'une solidarité à l'échelle européenne, mais conduit plutôt à un renforcement de ce qui serait pourtant sa principale cause : le programme néolibéral de réduction des dépenses publiques et de flexibilisation des marchés du travail. L'austérité imposée ne pouvant toutefois être supportée par tous les pays, les diktats européens devraient donc être finalement rejetés et conduire à un repli sur soi généralisé.

Le manifeste avance également vingt-deux propositions devant permettre de mettre à mal la mainmise de la finance sur l'économie. Les économistes atterrés plaident ainsi pour la mise en place d'une régulation beaucoup plus forte des marchés financiers via la taxation des transactions financières et une séparation stricte des banques de dépôt et des banques d'investissement. Ils appellent à une réforme fiscale permettant de rendre l'impôt plus redistributif et leur volonté de rendre les rémunérations plus égalitaires. Ils estiment également que la résolution de la crise passera par des investissements publics réorientant l'économie vers un modèle de développement plus durable et créateur de qualité de vie.

Le manifeste a fédéré un cercle plus large d'économistes et débouché sur la création d'une association début 2011. Très actif dans les débats publics, les économistes atterrés multiplient les publications dont trois ouvrages collectifs. Le premier, *20 ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre*³, approfondit la critique des politiques européennes, le deuxième, *Changer*

³ Les économistes atterrés, *L'Europe au bord du gouffre*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011.

*d'économie !*⁴, développe les propositions alternatives, tandis que le troisième, *L'Europe mal-Traitée*⁵, s'oppose au projet d'un nouveau traité budgétaire européen⁶.

A l'heure où des doutes de plus en plus importants s'expriment par rapport aux politiques d'austérité dans lesquelles l'Union européenne s'enferme depuis 2010, un discours alternatif aussi bien articulé que celui des économistes atterrés représente une contribution précieuse et attractive. Néanmoins, l'adhésion est freinée tant le propos semble parfois marqué par la nostalgie. Le manifeste surtout se prête à une lecture un peu simpliste selon laquelle le capitalisme régulé des Trente Glorieuses représentait une forme d'équilibre idéal qui a été déstabilisé par la progressive dérégulation des marchés et la montée en puissance de la finance. Il faudrait donc en revenir à l'équilibre perdu. Comment ne pas douter que ce soit en s'inspirant d'hier qu'il sera possible d'apporter une réponse aux défis du réchauffement climatique ou du vieillissement de la population ?

Relance par la croissance ou réorientation de l'économie ?

Deux points principalement, je l'ai écrit, me paraissent problématiques. Le premier est la thèse, classiquement keynésienne, que la solution des déficits publics et du sous-emploi viendra essentiellement du renforcement de la croissance rendu possible par une politique d'investissements publics. Ce qui est en jeu, c'est la capacité de fédérer en un projet politique cohérent le renouveau de la critique sociale du capitalisme financier et la critique écologique qui, ces vingt dernières années, était la principale source de contestation du capitalisme. Alors que le manifeste paraît avoir été essentiellement inspiré par une critique sociale, l'élargissement du collectif a signifié l'intégration d'économistes plus sensibles à la critique écologique. La tension entre ces deux critiques se cristallise sur la question de la croissance qui divise les économistes atterrés entre eux, comme ils le reconnaissent dans leur introduction à *Changer l'économie !*

Les économistes atterrés ne peuvent toutefois se diviser sur la croissance sans être en désaccord sur le contreprojet qu'ils entendent opposer aux politiques d'austérité. Selon ces dernières, le retour à l'équilibre budgétaire, combiné à des réformes structurelles qui renforceront la compétitivité des économies européennes, va rassurer les investisseurs et permettre le retour de la croissance. Les économistes atterrés inversent le lien de causalité : l'équilibre des finances publiques sera la conséquence d'une hausse des recettes générées par le retour de la croissance rendu possible par des investissements publics. Leur opposition à l'austérité est donc fondée sur la stimulation de la croissance. C'est sur la croissance également que repose leur conviction de l'acceptabilité d'un léger déficit structurel puisqu'elle permet qu'une dette publique grandisse en volume tout en restant stable en pourcentage du PIB. La croissance est ainsi le socle des contre-propositions des économistes atterrés comme elle était le moteur des Trente Glorieuses.

⁴ Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011.

⁵ Les économistes atterrés, *L'Europe mal-Traitée*, Paris, Les liens qui libèrent, 2012.

⁶ Pacte contre lequel Mélenchon a organisé une manifestation fin septembre réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Or, la croissance forte durant les Trente Glorieuses s'explique notamment par une exploitation à faible prix des ressources naturelles, incompatible avec les impératifs écologiques actuels. La nécessité de réorienter notre économie, pour la rendre moins consommatrice en ressources naturelles et moins productrice de pollutions, n'implique-t-elle pas de relativiser la recherche de la croissance économique ? C'est en tout cas la conviction de la critique écologique actuelle. Celle-ci prend de plus en plus fermement ses distances avec l'idée de développement durable, considéré comme un oxymore, appelle à une décroissance choisie et heureuse et vante les mérites de la simplicité volontaire. N'y a-t-il pas là un risque de contradiction avec la conviction que l'équilibre des finances publiques repose sur le retour de la croissance économique ?

Les économistes atterrés semblent croire que non. Au contraire, il y aurait une parfaite cohérence entre relance économique et transition écologique, dans la mesure où le plan de relance devrait consister dans des investissements nécessaires à la transition écologique : développement des énergies renouvelables, travaux économiseurs d'énergies, investissements dans les transports publics, mais aussi soutien aux secteurs de l'éducation, de la santé, des services aux personnes... Ils prennent soin d'ailleurs de renvoyer dos-à-dos partisans d'un capitalisme vert qui font « le pari que le progrès technique permettra à l'avenir de trouver des solutions de remplacement à l'épuisement de certaines ressources »⁷ et promoteurs de la décroissance qui ne font pas suffisamment « la distinction entre les productions inutiles ou trop destructrices de l'environnement, qu'il faudra réduire, et celles qu'il faudra développer, car utiles et moins destructrices »⁸. Ils défendent avec raison un modèle de développement privilégiant la croissance de la qualité de vie à celle de la quantité des biens. Toutefois, leur discours n'est-il pas trop idyllique pour être crédible ?

Mes inquiétudes ne sont pas tant relatives à l'emploi qu'à l'endettement. La transition écologique souhaitée devrait signifier la création de nombreux emplois dans les secteurs verts et dans les services aux personnes⁹. Même dans le secteur industriel, l'effet sur l'emploi ne serait pas nécessairement catastrophique en raison de la relocalisation de certaines activités. L'emploi ne devrait pas manquer – au contraire, une telle économie serait logiquement beaucoup plus intensive en travail. Par contre, peut-on vraiment croire qu'une telle relance verte puisse constituer une réponse à l'endettement public ? Cela ne va certainement pas de soi. Alors que la relance exigera une augmentation initiale de la dette publique, une large partie des effets retours attendus de ces investissements prendront la forme d'une amélioration de la qualité de vie et d'une baisse de notre empreinte environnementale, non d'une hausse de l'activité économique. En fait, comme les économistes atterrés le reconnaissent, « on ne peut dire à l'avance si le PIB augmentera parce que les productions qui auront crû l'emporteront sur celles qui auront décru, ou bien s'il diminuera parce que l'inverse se sera produit »¹⁰. Reste qu'en l'absence d'une croissance suffisamment forte, le poids de la dette risquerait de devenir rapidement problématique tandis que le paiement des intérêts représenterait une

⁷ J.-M. Harribey, Ph. Quirion, G. Rotillon, « Les enjeux d'une transformation écologique qui soit sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 66.

⁸ Ibid. p. 69.

⁹ Ibid., p. 82.

¹⁰ Ibid., p. 73.

charge de plus en plus lourde pour les finances publiques. Bref, au-delà de l'apparente convergence à court terme autour d'un plan de relance axé sur les investissements nécessaires à la transition écologique, la démonstration reste à faire que le soutien à la croissance comme réponse à l'endettement public est réellement compatible avec un modèle de développement plus qualitatif pour lequel, par définition, la croissance quantitative n'est plus la priorité absolue.

Un conservatisme social ?

Si la question de la croissance divise les économistes atterrés entre eux, le deuxième point qui me paraît problématique n'est par contre pas discuté. Il constitue pourtant l'impensé du débat sur la croissance : comment assurer la soutenabilité du financement du modèle social de l'Etat-providence si l'on n'est pas certain de pouvoir compter sur une croissance structurelle ? Or qu'ils s'inspirent de la critique sociale ou de la critique écologique, les économistes atterrés assimilent toute réforme du modèle social de l'Etat-providence à une régression. Ils critiquent en particulier les tentatives de transformations de l'Etat-providence en un Etat social actif au cœur de la Stratégie européenne de Lisbonne.

Au début des années 2000, alors que l'Europe est dominée par des partis de centre-gauche se revendiquant de la Troisième voie, l'idée que le modèle social devait être transformé s'était imposée pour des raisons budgétaires et d'équité. Depuis lors, le modèle de l'Etat-providence est décrié en raison de la passivité de ses politiques sociales : celles-ci visent essentiellement à assurer un revenu de remplacement à des personnes qui ne sont plus en mesure de travailler pour un motif indépendant de leur volonté – âge, maladie, récession économique, etc. – mais ne favorisent pas leur réinsertion. Au contraire, dans la mesure où son financement repose principalement sur des charges sociales pesant sur le travail, il freine la création d'emplois. Enfin, la législation très protectionniste du travailleur se retourne contre le demandeur d'emploi et favorise une dualisation sociale importante entre les travailleurs et les bénéficiaires d'allocations. L'Etat-providence est non seulement accusé d'enfermer ces derniers dans la dépendance, mais il est également jugé insoutenable budgétairement : d'une part, rendant très onéreux le coût du travail, il affaiblit fortement la compétitivité économique et fait fuir les investisseurs ; d'autre part, le vieillissement progressif de la population va faire exploser les dépenses en santé et en pension tout en réduisant le rapport entre les personnes qui financent le modèle en travaillant et celles qui bénéficient d'allocations.

C'est pourquoi il faudrait lui privilégier le modèle de l'Etat social actif. Selon celui-ci, plutôt que de fournir une compensation aux victimes d'un risque (la maladie, la perte d'un emploi, etc.), les politiques sociales doivent réduire la probabilité que le risque advienne. Similairement, la finalité de l'Etat n'est plus de se substituer aux marchés lorsqu'ils sont défaillants en proposant un revenu de remplacement ou en créant des emplois publics, mais de favoriser leurs bons fonctionnements. Ainsi, lorsqu'un secteur économique est en déclin, l'Etat ne doit pas chercher à le soutenir pour préserver les emplois, mais multiplier les formations offertes aux personnes licenciées afin de leur permettre de retrouver un emploi dans les secteurs en croissance. Les prestations sociales devraient par conséquent être réorientées vers le soutien de l'activité professionnelle et la prévention des risques :

accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois, programme de formation initiale et continue, démantèlement des régimes de préretraites, politiques d'éducation à la santé...

Si elles s'inspiraient initialement des modèles sociaux scandinaves et étaient portées par des partis de gauche, les réformes sociales mises en œuvre au nom de l'Etat social actif sont souvent considérées comme ayant surtout servi un programme néolibéral en permettant, au nom du renforcement de la compétitivité économique, un affaiblissement de la protection sociale, une flexibilisation du marché travail et une réduction des charges sociales. Il n'est dès lors guère étonnant que ces politiques soient rejetées par les économistes atterrés qui y voient une stigmatisation injustifiée des demandeurs d'emploi¹¹. Se positionnant en défenseurs de l'Etat-providence hérité des Trente Glorieuses, ils en appellent au renforcement de la protection sociale, récusent les réductions de charges sociales qu'ils considèrent comme réduisant les recettes publiques sans créer d'emplois et comptent sur la réduction du temps de travail et les investissements publics pour faire baisser le chômage.

C'est là, personnellement, qu'ils cessent de me paraître convaincants. Comme les économistes atterrés le reconnaissent eux-mêmes, la politique keynésienne pratiquée durant les Trente Glorieuses « reposait sur des facteurs structurels : l'ampleur des gains de productivité, la force de la demande, l'autonomie des pays les uns par rapport aux autres »¹². La forte croissance était également rendue possible par la colonisation des pays du Sud et une démographie qui assurait une augmentation progressive de la population active. Le modèle des Trente Glorieuses et l'Etat-providence ne sont plus une référence pertinente à l'heure du défi écologique, du vieillissement de la population et de l'émergence de pays du Sud et de l'Est¹³. Une réforme de notre système social est souhaitable et l'amalgame fait entre l'Etat social actif et les politiques néolibérales favorables à la financiarisation prive les « économistes atterrés » d'une source importante d'inspiration. C'est d'autant plus dommageable que, comme nous l'avons vu, la réorientation vers une économie plus qualitative risque de mettre sous pression les finances publiques et exigera par conséquent des politiques sociales plus dynamiques.

Pour des réformes économiques et sociales

L'héritage de la Troisième voie ne peut être accepté que sous bénéfice d'inventaire, mais il me semble relever d'un projet politique fondamentalement différent du capitalisme financier. En fait, j'ai tendance à croire que si le projet de transformation de l'Etat-providence en un Etat social actif a pu être récupéré par le néolibéralisme, c'est parce que ces partisans n'ont pas compris qu'il était en fait totalement incompatible avec l'acceptation de la financiarisation. Celle-ci impose une recherche de rentabilité à court terme, alors que le modèle de l'Etat social actif impose des investissements publics massifs dans l'éducation, la recherche ou l'innovation dont les effets retours ne peuvent apparaître qu'à moyen, voire long terme. Dès lors, la critique du capitalisme financier portée par les économistes atterrés ne

¹¹ Voir, par exemple, P. Batifoulier, P. Concialdi, J.-P. Domin et D. Sauze « Pour un renouveau de la protection sociale » in *Les économistes atterrés, Changer d'économie !*, op. cit., p. 137.

¹² H. Sterdyniak, « Quelle politique économique ? Mort et renaissance du keynésianisme » in *Les économistes atterrés, Changer d'économie !*, op. cit., p. 25.

¹³ Ce qui ne signifie pas qu'ils ne peuvent plus nous inspirer ponctuellement, par exemple en ce qui concerne l'équilibre entre revenus du travail et revenus du capital.

justifie pas une condamnation du modèle de l'Etat social actif. Elle me semble au contraire être la condition de la réussite de ce modèle.

En retour, la réforme de l'Etat-Providence me paraît être la condition de la faisabilité politique des réformes économiques souhaitées par les économistes atterrés. L'expression d'une nostalgie trop forte à l'égard d'un modèle social et économique définitivement dépassé risque de donner l'impression qu'un conservatisme de gauche défendant les privilèges sociaux de uns fait face à un conservatisme de droite s'accrochant aux privilèges financiers des autres, alors que les changements souhaités ne seront possibles que s'ils font l'objet d'un consensus social important. Or, celui-ci ne pourra émerger que si tous les groupes sociaux acceptent que certains avantages qu'ils tirent du système actuel puissent être remis en question. Seuls les efforts faits par les uns légitimeront ceux consentis par les autres.

S'il y a bientôt quinze ans, les partisans de la Troisième voie ont fait l'erreur de promouvoir un modèle de réformes sociales sans doubler celui-ci d'une réforme radicale du modèle économique, le danger est aujourd'hui symétrique : les mouvements les plus à gauche remettent en cause le capitalisme financier sans accepter de participer à une réforme du modèle social. A l'échec des premiers pourrait succéder celui des seconds.